

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 39.171/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 29 septembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant remplacement de l'arrêté royal du 10 mars 2003 relatif aux règles de fonctionnement, aux modalités de comptabilité et de contrôle des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe I", a donné le 24 octobre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

#### Observation préalable

Contrairement à l'arrêté royal du 10 mars 2003 relatif aux règles de fonctionnement, aux modalités de comptabilité et de contrôle des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de classe I qu'il abroge, l'arrêté en projet ne fait plus état des nombreux documents de contrôle établis par les établissements de jeux de hasard de classe I et vérifiés par la commission des jeux de hasard ni de la description des règles applicables aux différents jeux que l'arrêté en projet énumère <sup>1</sup>.

Il serait utile de faire précéder l'arrêté en projet d'un rapport au Roi contenant un tableau de concordance entre les dispositions de l'arrêté en projet et celles de l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité. Cette façon de procéder permettrait :

- de faire apparaître clairement les dispositions de l'arrêté du 10 mars 2003, précité, qui n'ont pas été reprises;
- d'exposer sur quels éléments concrets les différentes autorités - les autorités judiciaires, la commission de jeux de hasard et les instances de contrôle visées à l'article 52, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs - pourront dorénavant se fonder pour veiller à la bonne application de la loi. À ce sujet, un certain nombre de précisions sont apportées dans l'avis de la commission des jeux de hasard, donné le 5 janvier 2005 et auquel se

---

<sup>(1)</sup> Voir notamment les articles 7 (jeux de cartes), 18 (dés), 23, 36 et suivants (carnets d'avance, carnets d'enregistrement des cagnottes, ...) de l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité.

réfère le préambule de l'arrêté en projet. De telles précisions devraient figurer dans le rapport au Roi.

### Fondement juridique

#### Intitulé

Dans l'intitulé, il n'y a pas lieu de mentionner que le projet remplace l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité.

#### Préambule

1. L'accord du Ministre du Budget a été donné le 5 juillet 2005 (et non le 1<sup>er</sup> juillet 2005). La version française de l'alinéa 4 doit être adaptée en conséquence.

2. Il y a lieu de mentionner la notification à la Commission européenne.

### Dispositif

#### Chapitre I - Règles générales

##### Section I - Généralités

Le projet ne reprend pas l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité, qui autorisait le titulaire de la licence ou, s'il s'agit d'une personne morale, un administrateur délégué ou le gérant de l'établissement, à arrêter le jeu en cas d'infraction aux dispositions prévues dans l'arrêté reprenant la description des jeux et de leur fonctionnement.

Selon la commission des jeux de hasard, cette suppression se justifie par le fait que les personnes mentionnées peuvent arrêter les jeux exploités dans le casino à tout moment et pas seulement en cas d'infraction à l'arrêté.

Il n'en demeure pas moins que l'arrêt soudain d'un jeu pourrait éventuellement être jugé fautif. L'article 1<sup>er</sup> actuel avait donc le mérite de couvrir le casino si l'arrêt du jeu faisait suite à une "infraction" aux dispositions relatives à la description des jeux et de leur fonctionnement.

### Article 3

L'alinéa 3 <sup>2</sup> implique que les inventaires initiaux sont également effectués par le représentant de l'instance de contrôle. Or, il résulte des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 que seuls les inventaires inopinés sont effectués par l'instance de contrôle.

Selon le président de la commission des jeux de hasard, les inventaires inopinés sont effectués facultativement à la demande du président de la commission, par le service de contrôle de la commission ou par l'instance de contrôle visée à l'article 52, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999, précitée. Il précise également que :

"Ce n'est pas la commission qui procède à l'opération. L'inventaire, c'est-à-dire «l'opération», est effectué par le casino."

L'article 3 doit dès lors être revu afin de préciser clairement qui effectue matériellement les inventaires initiaux et qui effectue matériellement les inventaires inopinés. Dans ce dernier cas, l'on précisera à la demande et sous le contrôle de qui sont effectués les inventaires.

---

<sup>(2)</sup> Qui est le même que l'alinéa 4 de l'article 5 de l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité.

### Article 5

1. Il convient de préciser que tous les jeux de carte et non pas uniquement les sixains, comme l'implique l'article 6, ou les jeux usagés, marqués ou détériorés, comme le prévoit l'article 8, sont conservés dans l'armoire de rangement. Il résulte d'ailleurs de l'avis de la commission des jeux de hasard à propos des articles 6, 8 et 11, que l'article 5 doit consacrer la notion d'"armoire de rangement".

2. L'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité, dispose que :

"Les représentants de l'instance de contrôle peuvent à tout moment requérir l'ouverture de l'armoire pour vérification."

Cette disposition est abrogée au motif que la commission des jeux de hasard a accès à tout moment au lieu de rangement des cartes, conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, et 32, 3°, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard.

L'attention de l'auteur du projet est cependant attirée sur le fait qu'il faut éviter toute confusion entre les instances de contrôle visées à l'article 52, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999, précitée, et le service de contrôle de la commission des jeux de hasard.

La même confusion est également faite en ce qui concerne la destruction des cartes : en effet, dans l'avis donné par la commission des jeux de hasard, c'est l'instance de contrôle qui doit être informée de la destruction des cartes et qui peut éventuellement assister à cette destruction, alors que l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet confie ce rôle à la commission des jeux de hasard. Cette observation vaut également pour l'article 12 consacré à la destruction des dés.

Selon le président de la commission des jeux de hasard, l'instance de contrôle, c'est la commission et non l'instance de contrôle visée à l'article 52, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999, précitée. Il en résulte que c'est le texte actuel et l'avis de la commission qui sont ambigus et non le texte en projet.

3. La disposition de l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité, selon laquelle le carnet d'inventaire et de prise en charge est conservé avec les jeux neufs ou usagés n'a pas été reprise dans le projet. Selon le président de la commission des jeux de hasard, cela s'explique par le fait que le carnet d'inventaire sera informatisé; il n'y aura plus d'exemplaire papier. Si tel est le cas, il y a lieu de mentionner, à l'article 1<sup>er</sup>, que les documents mentionnés peuvent être informatisés.

4. Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison la disposition de l'article 7, alinéa 3, dernière phrase, de l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité, selon laquelle "Les sixains usagés doivent demeurer complets jusqu'à leur destruction", n'a pas été reprise dans le projet.

#### Article 9

Il y a lieu de mentionner expressément que les batteurs/distributeurs non-utilisés sont conservés dans l'armoire de rangement.

#### Article 13

Comme dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire, à la seconde phrase :

"Tous les trois jours de jeux (...)".

#### Article 16

Au 2° et 3°, il y a lieu d'utiliser le français dans la version française et non le néerlandais.

### Article 31

À l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire, comme à l'annexe III :

"(...) à en identifier le propriétaire (...)".

### Article 33

Le Conseil d'État n'aperçoit pas ce qui justifie la différence opérée selon que l'établissement de jeux est une personne physique ou morale. Pourquoi un fonctionnaire des finances n'est-il présent que dans le premier cas ? Pourquoi, dans le second cas, le comptage ne pourrait-il être effectué par deux employés ?

### Article 36

Il y a lieu, semble-t-il, de viser le chef de corps de la zone de police locale où est établi le casino.

### Section 2

Avant l'article 37, il y a lieu d'écrire :

"Section 2 - Règles applicables au Baccara et au Chemin de fer".

### Article 51

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, la version néerlandaise mentionne le "Keno" et non la version française. Les deux versions doivent être harmonisées.

### Articles 63 et 65

L'article 63 vise "l'instance de contrôle". L'article 65 vise "Les instances de contrôle". Quant à l'article 3, alinéa 2, il mentionne "l'instance de contrôle visée à l'article 52, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999, ci après-dénommée instance de contrôle".

Selon le président de la commission des jeux de hasard, les instances de contrôle mentionnées à l'article 65 sont, d'une part, le service de contrôle de la commission et, d'autre part, la métrologie.

Les trois articles précités doivent être fondamentalement revus afin de préciser de manière claire à qui incombe les différentes missions qu'ils prévoient.

### Chapitre VI - Mise en vigueur et dispositions transitoires

Ce chapitre doit être intitulé "Dispositions finales" et comprendre :

- 1° un article 67 abrogeant l'arrêté royal du 10 mars 2003, précité;
- 2° un article 68 relatif aux dispositions transitoires;
- 3° un article 69 relatif à l'entrée en vigueur pour lequel il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux;
- 4° un article 70 relatif à l'exécutoire.

### Annexe I

Les annexes doivent être numérotées en chiffres romains.

L'annexe I doit porter la mention "Annexe à l'arrêté du ..." avec indication de son intitulé. Elle doit également porter in fine la mention : "Vu pour être annexé à l'arrêté du ... relatif à ..." et revêtir les mêmes dates et signatures que celles de l'arrêté lui-même.

### Annexe III

In fine, conformément à l'article 31, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'ajouter : "et il signe pour réception".

### Annexe IV

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "pour réparation", qui ne figurent pas à l'article 62, en projet, doivent être omis. Pour se conformer à l'article 62, en projet, il y a lieu également de mentionner le retour de la machine automatique.

-----

La chambre était composée de

|           |                       |                                         |
|-----------|-----------------------|-----------------------------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,            | président de chambre,                   |
|           | J. JAUMOTTE,          | conseillers d'État,                     |
| Madame    | M. BAGUET,            |                                         |
| Monsieur  | H. BOSLY,             | assesseur de la section de législation, |
| Madame    | A.-C. VAN GEERSDAELE, | greffier.                               |

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 39.171/2

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 september 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vervanging van het koninklijk besluit van 10 maart 2003 betreffende de werkingsregels en de nadere regels inzake de boekhouding en de controle van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegestaan in de kansspelinrichtingen klasse I", heeft op 24 oktober 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Voorafgaande opmerking

Anders dan in het koninklijk besluit van 10 maart 2003 betreffende de werkingsregels en de nadere regels inzake de boekhouding en de controle van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegestaan in de kansspelinrichtingen klasse I, dat door het ontworpen besluit wordt opgeheven, is in het ontworpen besluit geen sprake meer van de talrijke controledocumenten die door de kansspelinrichtingen klasse I worden opgemaakt en door de kansspelcommissie worden nagekeken, noch wordt enige beschrijving gegeven van de regels die gelden voor de verschillende spelen die in het ontworpen besluit worden opgenoemd <sup>1</sup>.

Het zou dienstig zijn als aan het ontworpen besluit een verslag aan de Koning vooraf zou gaan met daarin een tabel voor het aangeven van de overeenkomst tussen de bepalingen van het ontworpen besluit en die van het genoemde koninklijk besluit van 10 maart 2003. Die werkwijze zou het mogelijk maken :

- duidelijk te laten blijken welke bepalingen van het meergenoemde besluit van 10 maart 2003 niet zijn overgenomen;

---

<sup>(1)</sup> Zie inzonderheid de artikelen 7 (kaartspellen), 18 (dobbelstenen), 23, 36 en volgende (voorschottenboekjes, registratieboekjes van de speelpotten, ...) van het voornoemde koninklijk besluit van 10 maart 2003.

- te tonen op welke concrete gegevens de verschillende overheden - de gerechtelijke overheden, de kansspelcommissie en de controle-instanties genoemd in artikel 52, tweede lid, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers -, voortaan kunnen steunen om toe te zien op de correcte toepassing van de wet. In dat verband worden enige verduidelijkingen gegeven in het advies van de kansspelcommissie van 5 januari 2005, waarnaar in de aanhef van het ontworpen besluit verwezen wordt. Zulke verduidelijkingen zouden in het verslag aan de Koning moeten staan.

### Rechtsgrond

### Opschrift

Er is geen reden om in het opschrift aan te geven dat het ontwerp het bewuste koninklijk besluit van 10 maart 2003 vervangt.

### Aanhef

1. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting dagtekent van 5 juli 2005 (en niet van 1 juli 2005, zoals in de Franse versie wordt aangegeven). De Franse versie van het vierde lid behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. Er dient melding te worden gemaakt van de kennisgeving aan de Europese Commissie.

### Dispositief

#### Hoofdstuk I - Algemene regels

##### Afdeling 1 - Algemeen

In het ontwerp wordt artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 10 maart 2003 niet overgenomen, welk artikel de houder van de vergunning, of indien het een rechtspersoon betrof, een gedelegeerd bestuurder of de zaakvoerder van de inrichting, toestond het spel stil te leggen in geval van overtreding van de bepalingen van het besluit waarin de spelen en hun werking werden omschreven.

Volgens de kansspelcommissie is de reden hiervan dat de vermelde personen de spelen die in het casino beoefend worden te allen tijde kunnen stilleggen, en niet alleen bij overtreding van de voorschriften van het besluit.

Desalniettemin zou het plotseling stilleggen van een spel in voorkomend geval als een onrechtmatige daad aangemerkt kunnen worden. Het huidige artikel 1 bood dus het voordeel het casino te dekken in het geval het stilleggen van het spel het gevolg was van een "inbreuk" op de bepalingen waarin de spelen en hun werking worden beschreven.

### Artikel 3

Het derde lid<sup>2</sup> houdt in dat de aanvangsinventarissen ook worden opgemaakt door de vertegenwoordiger van de controle-instantie. Uit het tweede en het derde lid volgt evenwel dat alleen onverwachte inventarissen door de controle-instantie worden opgemaakt.

---

<sup>(2)</sup> Hetwelk hetzelfde is als het vierde lid van artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit van 10 maart 2003.

Volgens de voorzitter van de kansspelcommissie worden onverwachte inventarissen facultatief, op verzoek van de voorzitter van de commissie, opgemaakt door de controledienst van de commissie of door de controle-instantie bedoeld in artikel 52, tweede lid, van de voormelde wet van 7 mei 1999. Hij geeft ook de volgende nadere uitleg :

"Ce n'est pas la commission qui procède à l'opération. L'inventaire, ... par le casino."

Bijgevolg moet artikel 3 worden herzien om duidelijk aan te geven wie materieel de aanvangsinventarissen opmaakt en wie materieel de onverwachte inventarissen opmaakt. In dat laatste geval moet nader worden bepaald op wiens verzoek en onder wiens toezicht de inventarissen worden opgemaakt.

#### Artikel 5

1. Er moet worden aangegeven dat alle kaartspellen en niet alleen de zestallen, zoals in artikel 6 staat, of gebruikte, gemerkte of beschadigde spellen, zoals artikel 8 voorschrijft, bewaard worden in de opbergkast. Bovendien volgt uit het advies van de kansspelcommissie over de artikelen 6, 8 en 11 dat het begrip "opbergkast" in artikel 5 vastgelegd behoort te worden.

2. Artikel 7, derde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 10 maart 2003 luidt aldus :

"De vertegenwoordigers van de controle-instantie kunnen op elk ogenblik vragen dat de kast voor nazicht wordt geopend."

Die bepaling wordt opgeheven omdat de kansspelcommissie overeenkomstig de artikelen 15, § 1, en 32, 3°, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen te allen tijde toegang heeft tot de plaats waar de kaarten worden opgeborgen.

.../...

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt er evenwel op gevestigd dat verwarring van de controle-instanties bedoeld in artikel 52, tweede lid, van de voormelde wet van 7 mei 1999 met de controledienst van de kansspelcommissie voorkomen dient te worden.

Dezelfde verwarring ontstaat ook wat de vernietiging van de kaarten betreft : immers, in het advies verstrekt door de kansspelcommissie is het de controle-instantie die verwittigd moet worden van de vernietiging van de kaarten en die die vernietiging eventueel kan bijwonen, terwijl artikel 5, eerste lid, van het ontwerp die rol aan de kansspelcommissie toebedeelt. Die opmerking geldt eveneens voor artikel 12, dat handelt over de vernietiging van dobbelstenen.

Volgens de voorzitter van de kansspelcommissie is de controle-instantie de commissie en niet de controle-instantie bedoeld in artikel 52, tweede lid, van de voormelde wet van 7 mei 1999. Hieruit volgt dat de huidige tekst en het advies van de commissie onduidelijk zijn, niet de ontworpen tekst.

3. Het bepaalde in artikel 7, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 10 maart 2003, volgens hetwelk het inventaris- en ingebruiknemingsboekje met de nieuwe en gebruikte spellen bewaard wordt, is niet overgenomen in het ontwerp. Volgens de voorzitter van de commissie komt dat doordat het inventarisboekje gecomputeriseerd zal worden; er zal geen papieren exemplaar meer zijn. Als dat het geval is, moet in artikel 1 worden vermeld dat de vermelde documenten gecomputeriseerd kunnen worden.

4. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het bepaalde in artikel 7, derde lid, laatste zin, van het voornoemde koninklijk besluit van 10 maart 2003, waarin gesteld wordt dat "de gebruikte zestallen (...) tot aan hun vernietiging volledig (moeten) blijven", niet is overgenomen in het ontwerp.

### Artikel 9

Er dient uitdrukkelijk vermeld te worden dat de niet-gebruikte kaartenschudders/verdelers opgeborgen worden in de opbergkast.

### Artikel 13

Overeenkomstig de Nederlandse versie, behoort in de Franse versie van de tweede zin het volgende te worden geschreven :

"Tous les trois jours de jeux (...)".

### Artikel 16

In de onderdelen 2° en 3° behoort in de Franse versie het Frans gebezigd te worden en niet het Nederlands.

### Artikel 31

In de Franse versie van het tweede lid behoort, net als in bijlage III te worden geschreven :

"(...) à en identifier le propriétaire (...)".

### Artikel 33

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom er een onderscheid gemaakt wordt naar gelang de kansspelinrichting een natuurlijk, dan wel een rechtspersoon is. Waarom is een ambtenaar van financiën enkel aanwezig in het eerste geval ? Waarom kan in het tweede geval de telling niet geschieden door twee bedienden ?

### Artikel 36

Blijkbaar dient verwezen te worden naar de korpschef van plaatselijke politiezone waar het casino gevestigd is.

### Afdeling 2

Vóór artikel 37 behoort te worden geschreven :

"Afdeling 2 - Regels van toepassing op Baccara en Chemin de fer".

### Artikel 51

In de Nederlandse versie van het eerste lid wordt "Keno" vermeld, maar niet in de Franse versie. Beide versies dienen met elkaar overeen te stemmen.

### Artikelen 63 en 65

In artikel 63 is er sprake van "de controle-instantie". In artikel 65 wordt gesproken van "de controle-instanties". In artikel 3, tweede lid, is er sprake van "de controle-instantie bedoeld in artikel 52, tweede lid, van de wet van 7 mei 1999, hierna controle-instantie genoemd".

Volgens de voorzitter van de kansspelcommissie zijn de controle-instanties die genoemd worden in artikel 65, enerzijds de controledienst van de commissie en anderzijds de Metrologische dienst.

De drie voornoemde artikelen dienen grondig herzien te worden teneinde duidelijk te preciseren wie belast is met de onderscheiden opdrachten waarin ze voorzien.

## Hoofdstuk VI - Inwerkingtreding en overgangsbepalingen

Bij dit hoofdstuk hoort het opschrift "Slotbepalingen" en de volgende artikelen dienen erin opgenomen te worden :

- 1° een artikel 67 houdende opheffing van het voornoemde koninklijk besluit van 10 maart 2003;
- 2° een artikel 68 houdende de overgangsbepalingen;
- 3° een artikel 69 betreffende de inwerkingtreding waarbij niet moet worden afgeweken van de gebruikelijke regel inzake inwerkingtreding van koninklijke besluiten;
- 4° een artikel 70 houdende de uitvoeringsbepaling.

### Bijlage I

De bijlagen moeten Romeinse cijfers dragen.

Op bijlage I dient te worden vermeld "Bijlage bij het besluit van ..." met opgave van het opschrift ervan. Die bijlage dient in fine eveneens het volgende te vermelden : "Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van ... betreffende ..." en moet dezelfde data en ondertekeningen bevatten als die van het besluit zelf.

### Bijlage III

In fine dient er overeenkomstig het ontworpen artikel 31, derde lid, te worden toegevoegd : "en hij tekent voor ontvangst".

Bijlage IV

In het eerste lid dienen de woorden "voor herstelling" die niet voorkomen in het ontworpen artikel 62, te vervallen. Overeenkomstig het bepaalde in het ontworpen artikel 62, behoort eveneens de terugkeer van de automaat te worden vermeld.

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |                       |                                     |
|----------|-----------------------|-------------------------------------|
| de Heren | Y. KREINS,            | kamervoorzitter,                    |
|          | J. JAUMOTTE,          | staatsraden,                        |
| Mevrouw  | M. BAGUET,            |                                     |
| de Heer  | H. BOSLY,             | assessor van de afdeling wetgeving, |
| Mevrouw  | A.-C. VAN GEERSDAELE, | griffier.                           |

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS